

Nouvelle-Écosse

LES GAINS DÉMOGRAPHIQUES SONT RENFORCÉS PAR L'ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT

On s'attend à une nouvelle croissance démographique supérieure à la tendance, ce qui conforte nos prévisions pour des gains stables, mais plus modestes du PIB réel dans les deux prochaines années. L'an dernier, la hausse de 1,2 % de la population — la plus forte depuis 1972 (graphique) — s'explique essentiellement par l'influx de nouveaux arrivants et d'étudiants internationaux. Grâce à la vigoureuse création d'emplois, cette hausse a dynamisé les dépenses de consommation, comme en témoigne l'accélération des ventes au détail. Le relèvement des cibles d'immigration d'Ottawa et le Programme pilote d'immigration au Canada Atlantique devraient continuer d'attirer de nouveaux travailleurs. Toutefois, les influx de résidents venus d'autres régions se ralentiront probablement avec la poussée de croissance de l'Alberta, et l'embauche est appelée à se ralentir et à adopter un rythme plus durable.

L'amélioration de l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché du logement d'Halifax et les pressions qui font monter les prix sont les corollaires des récents gains démographiques. Nous nous attendons à ce que la valorisation des logements soit enrayée par la modération des gains démographiques et à ce qu'il y ait plus de logements sur le marché en raison du regain de l'an dernier dans la construction.

En outre, la stabilité des perspectives d'investissement viendra probablement conforter la vigueur de l'économie intérieure. Les dépenses d'infrastructure du secteur public dans les établissements de soins de santé, les grandes entreprises d'hydroélectricité et les différentes initiatives dans le domaine des transports devraient s'accélérer. Dans le même temps, la mise hors service de chantiers de gaz naturel, la construction navale et l'agrandissement d'un aéroport se poursuivront dans la prochaine année et au-delà. L'usine de GNL projetée de Goldboro, qui coûtera 10 milliards de dollars, offre de nouvelles perspectives de hausse; on s'attend à ce que la décision d'investissement finale soit prise cette année.

Dans le commerce externe, les perspectives sont plus contrastées. Les exportations de homards nominales à destination de la Chine, qui ont monté de près de 90 % sur un an depuis le début de l'année en date d'octobre 2019, devraient continuer de progresser puisque les tiraillements dans les échanges commerciaux entre la Chine et les États-Unis favorisent les importations chinoises de produits de la mer depuis des pays distincts des États-Unis. De même, cette querelle a favorisé les livraisons externes de pneus de caoutchouc — qui constituent un autre produit de base des exportations. Toutefois, les tensions diplomatiques sino-canadiennes comportent des perspectives de baisse évidentes pour le commerce et le tourisme de la Nouvelle-Écosse. De même, la fermeture de l'usine de papier du havre Boat pourrait peser sur les exportations et l'emploi dans le secteur forestier.

Si les perspectives de baisse se matérialisent, la Nouvelle-Écosse pourrait compter sur la vigueur de ses finances publiques. Puisque des excédents sont comptabilisés pour l'avenir prévisible et que le fardeau de sa dette s'amoindrit, le gouvernement provincial garde intacte sa proverbiale marge de manœuvre budgétaire.

RENSEIGNEMENTS

Marc Desormeaux, économiste, Provinces

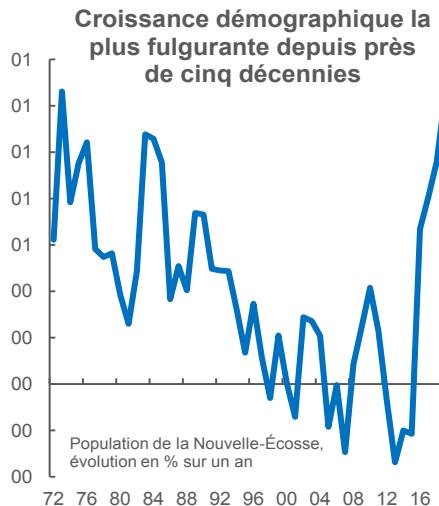
416.866.4733

Études économiques de la Banque Scotia

marc.desormeaux@scotiabank.com

Perspectives économiques				
	évolution annuelle en %, sauf indication contraire			
	18	19e	20p	21p
PIB réel	1,5	1,7	1,3	1,3
PIB nominal	3,3	3,4	3,2	3,1
Emplois	1,5	2,2	0,3	0,1
Taux de chômage en %	7,6	7,2	7,2	7,3
Mises en chantier de logements en milliers	4,8	4,7	4,3	4,2

Situation budgétaire			
	% du PIB nominal*		
	EF 19	EF 20	EF 21
Équilibre budgétaire	0,3	0,1	0,1
Dette nette	34,0	33,5	--**



*Prévisions du PIB nominal : Études économiques de la Banque Scotia. **Données indisponibles.

Sources du graphique et des tableaux : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et ministère des Finances de la Nouvelle-Écosse.

Tableau des prévisions provinciales : synthèse

	(variation annuelle en %, sauf indication contraire)										
PIB réel	CA	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC
2010-18	2,2	0,5	2,0	0,9	0,6	1,7	2,2	2,2	2,5	2,8	2,8
2018	2,0	-3,5	2,6	1,5	0,8	2,5	2,2	1,3	1,3	1,6	2,6
2019e	1,6	2,1	2,7	1,7	0,6	2,5	1,7	1,3	1,0	0,5	2,1
2020p	1,5	1,1	2,0	1,3	0,7	1,8	1,5	1,1	1,2	1,6	2,1
2021p	2,0	0,5	2,0	1,3	0,7	1,7	1,8	1,4	1,6	2,5	2,4
PIB nominal											
2010-18	3,9	3,2	3,9	2,7	2,8	3,7	4,1	4,0	3,3	3,8	4,5
2018	3,9	1,7	4,2	3,3	3,2	4,8	3,7	2,2	1,4	3,8	4,5
2019e	3,2	3,6	4,6	3,4	2,2	4,1	3,3	3,0	2,6	2,0	4,2
2020p	3,3	3,0	3,9	3,2	2,3	3,5	3,2	3,0	2,9	3,3	4,4
2021p	4,2	3,0	4,0	3,1	2,1	3,6	4,0	3,2	4,1	5,2	5,1
Emploi											
2010-18	1,2	0,5	1,2	0,2	-0,2	1,1	1,3	0,8	0,9	1,5	1,4
2018	1,3	0,5	3,0	1,5	0,3	0,9	1,6	0,6	0,4	1,9	1,1
2019e	2,1	0,6	2,7	2,2	0,8	1,8	2,9	0,9	1,8	0,5	2,6
2020p	0,9	-0,1	0,8	0,3	0,2	0,9	1,2	0,6	0,7	1,0	1,3
2021p	1,0	0,0	0,6	0,1	0,2	0,8	1,0	0,6	0,6	1,2	1,3
Taux de chômage (%)											
2010-18	7,0	13,3	10,8	8,8	9,3	7,4	7,3	5,5	5,2	6,1	6,4
2018	5,8	13,8	9,4	7,6	8,0	5,5	5,6	6,0	6,1	6,6	4,7
2019e	5,7	11,9	8,8	7,2	8,0	5,1	5,6	5,3	5,4	6,9	4,7
2020p	5,8	12,0	8,8	7,2	8,0	5,2	5,7	5,4	5,4	7,0	4,9
2021p	5,8	11,8	9,0	7,3	7,9	5,3	5,7	5,5	5,4	6,9	5,0
Mises en chantier de logements (en milliers d'unités)											
2010-18	200	2,4	0,8	4,1	2,7	44	70	6,5	6,4	31	33
2018	213	1,1	1,1	4,8	2,3	47	79	7,4	3,6	26	41
2019e	209	0,9	1,3	4,7	2,9	48	69	7,0	2,4	27	45
2020p	205	1,2	1,1	4,3	2,4	46	75	6,0	3,3	30	37
2021p	203	1,1	1,0	4,2	2,4	44	77	5,9	3,7	31	33
Ventes de véhicules automobiles (en milliers d'unités)											
2010-18	1 847	33	7	52	42	439	725	56	54	241	197
2018	1 983	28	8	51	38	449	853	67	47	226	217
2019e	1 922	31	9	51	40	442	820	57	48	218	207
2020p	1 915	28	8	50	40	430	815	52	49	227	213
2021p	1 915	25	8	50	40	430	815	50	50	232	218
Soldes budgétaires, exercice terminé le 31 mars (en M\$ CA)											
2019	-14 000	-552	57	120	73	4 803	-7 435	-163	-268	-6 711	1 535
2020p*	-26 600	-944	1	37	88	1 400	-9 023	-350	37	-8 704	148
2021p	-28 100	-796	7	52	33	100	-6 800	-234	49	-5 883	291

* Le solde budgétaire de T.-N.-L. en 2020 ne tient pas compte d'une hausse ponctuelle des revenus découlant de l'incidence de l'Accord atlantique. Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et Document budgétaires. Chiffres du solde du budget du Québec après les transferts du Fonds des générations.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutrice découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de coches de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabanc Inc., Citadel Hill Advisors L.L.C., The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York, Scotiabank Europe plc, Scotiabank (Ireland) Limited, Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Scotia Inverlat Casa de Bolsa S.A. de C.V., Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V. et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.